

DOCUMENT RELATIF AUX LIENS ENTRE LA COLONISATION ET LES
INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES ISRAELIENNES, A LA DEMANDE DE
L'EQUIPE RECTORALE DE L'ULIEGE, MAI 2024

0. INTRODUCTION

Nous ne pouvons pas continuer à faire comme si de rien n'était. Les universités israéliennes font partie intégrante du régime israélien, par choix proactif. Alors que les Palestiniens n'ont pas la possibilité d'accéder aux Universités et aux écoles, les Universités israéliennes produisent la recherche, la technologie, les arguments et les dirigeants pour le maintien de l'occupation

Desmond TUTU, 2010¹

Suite à la demande de l'équipe rectorale de l'Université de Liège, faite le 10 mai 2024, aux étudiant.e.s autorganisé.e.s en soutien au Peuple Palestinien, de produire un rapport relatif aux liens entre les institutions de savoir israéliennes et les violations du droit international, des liens de l'ULiège avec les structures de connaissance impliquées dans la colonisation, l'apartheid, et les menées génocidaires à l'encontre du Peuple palestinien, nous, Etudiantes et Etudiants, nous sommes rassemblé.e.s afin de produire le présent document qui démontre la validité de ces liens.

Ce document a pour vocation d'être remis à l'équipe rectorale, et a pour motif de servir de base à une discussion éclairée quant à la rupture des liens avec les institutions de savoir israéliennes ainsi que la dénonciation des atrocités en cours, en plus d'un appel à un cessez-le-feu unilatéral et la demande d'une solution politique à un conflit qui n'a que trop duré.

En préambule du document, il convient de rappeler le jugement préliminaire de la Cour Internationale de Justice, organe judiciaire des Nations Unies, suite à la saisine de l'Afrique du Sud, à laquelle de nombreux Etats parties prenantes de la Charte des Nations Unies — dont l'Etat belge — se sont joints, à l'encontre de l'Etat d'Israel, qui caractérise avec effectivité les signes avant coureurs d'un crime de génocide et ordonne la mise en place de mesures compensatoires par la partie poursuivie, il est fondé, tant au regard du droit international que des valeurs structurant nos sociétés, en premier lieu le respect des droits humains inaliénables et celui des droits fondamentaux des personnes, de poser des questions quant aux organismes finançant, directement ou indirectement, les actions d'un gouvernement faisant l'objet d'une procédure de justice internationale pour les crimes les plus graves prévus par la Convention pour la Prévention et la Répression du crime de génocide².

Rappelons également le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies, Francesca Albanese, « Anatomy of a Genocide », qui établit que plusieurs des critères de la Convention pour la Prévention et le Répression du crime de génocide sont actuellement rencontrés dans le conflit opposant le gouvernement israélien à la population palestinienne³.

¹ Desmond TUTU, « Israeli Ties: A Chance To Do the Right Thing », in *Time*, 2010, voir <http://www.timeslive.co.za/world/2010/09/26/israeli-ties-a-chance-to-do-the-right-thing>

² COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, APPLICATION OF THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE IN THE GAZA STRIP (SOUTH AFRICA v. ISRAEL), 24 janvier 2024, disponible sur <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-en.pdf>

³ Francesca ALBANESE, « « Anatomy of a Genocide », Report of the Special Rapporteur on the situation of human

Soulignons également la potentielle émission de mandats d'arrêts internationaux par le Tribunal Pénal International, relatifs à des membres du gouvernement israélien faisant fonction, ce qui souligne, si besoin en était, la gravité de la situation⁴.

Au vu de ces diverses considérations, nous demandons, à la suite de notre premier entretien avec l'équipe rectorale de l'Université de Liège, et la requête ayant été faite de documentation de liens potentiels entre l'institution et des instances israéliennes potentiellement impliquées dans les actions des belligérants parties prenantes au conflit en cours aboutissant à ce présent document, la reconsidération des liens financiers avec des parties impliquées.

En sus de cette demande, nous demandons également, au ce au nom des principes de notre société internationale, construite sur la volonté d'éviter les horreurs, crimes de guerre, et crimes contre l'humanité ayant été commis durant le second conflit mondial, et en particulier l'entreprise génocidaire industrielle commise par le parti National Socialiste à l'encontre du peuple Juif, qui se voyait dénié le droit même à l'existence en tant que peuple, la dénonciation des violations flagrantes du droit international en cours dans les territoires palestiniens, que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie.

Comme l'histoire nous l'a enseigné à plus d'une reprise, et ce sur tous les continents, il est du devoir de la communauté internationale de tout faire afin que le pire ne soit pas commis à nouveau.

Les Universités, en tant que lieux de création et de transmission du savoir, et d'éducation de la société civile, ont un rôle majeur à jouer dans le rappel des principes fondamentaux nous permettant de faire société. Il en va tant d'une responsabilité morale que civique, que de tout faire pour ne pas rester impassibles quand le pire se produit, *à nouveau*.

Du fait également que l'Université affiche, à raison, le drapeau ukrainien au devant de son établissement, afin de dénoncer l'invasion injuste, constituant une claire violation du droit international et de la souveraineté de l'Ukraine, son silence serait interprété comme une politique du « deux poids, deux mesures », que ne peut souffrir une vision universelle des droits humains.

C'est pourquoi, par ce modeste document, nous avons rassemblé les diverses actions entreprises par des universités du monde entier quant à la situation en Palestine, et compilé les liens entre l'Université de Liège et les institutions israéliennes, universitaires ou industrielles, impliquées directement ou indirectement dans le conflit en cours.

rights in the Palestinian territories occupied since 1967, Francesca Albanese », U.N. Human Rights Council, 25 mars 2024, disponible sur <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session55/advance-versions/a-hrc-55-73-avv.pdf>

⁴ BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE AUX DROITS HUMAINS DES NATIONS UNIES, « Israel/Gaza: Threats against the ICC promote a culture of impunity, say UN experts », 10 mai 2024, voir <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/05/israelgaza-threats-against-icc-promote-culture-impunity-say-un-experts>

I. UN MOUVEMENT AUX ANTECEDANTS HISTORIQUES

« Un boycott sera efficace parce qu'Israël se considère comme faisant partie de l'Occident : lorsque la société civile occidentale dira enfin "ça suffit", les Israéliens, sans parler des gouvernements occidentaux, en prendront note. Un boycott international non violent, comme celui de l'Afrique du Sud, pourrait bien jouer un rôle historique dans la chute du système israélien d'apartheid. »
John Chalcraft, 2007⁵

L'occupation étudiante de l'Université de Liège s'inscrit dans un mouvement plus large, tant d'un point de vue géographique que temporel. En effet, la demande adressée à l'Université en ce 10 mai 2024 fait écho à de nombreuses demandes de boycott partout ailleurs dans le monde.

En 2002, sept cents chercheuses et chercheurs anglais signent une lettre ouverte demandant un boycott universitaire envers un certain nombre d'institutions israéliennes, et ce dans le but d'apporter un surcroît de paix aux Proche et Moyen-Orient⁶. Cette lettre ouverte fut traduite en français, ce qui mena en décembre 2002 l'Université Pierre et Marie Curie à promulguer une motion visant au non renouvellement de l'accord d'association « U.E.-Israel »⁷. Suite à cette initiative, sera fondée sept ans plus tard l'Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine⁸.

En Angleterre, The Association of University Teachers votera en 2005 le boycott des Universités de Haïfa et Ban-Ilan, du fait que ces dernières avaient toutes deux sanctionné le docteur Ilan Pappé, qui avait dénoncé les violences à l'encontre de personnes palestiniennes, et qui avait également enseigné dans les territoires occupés⁹.

Citons également que depuis 2007, le University and College Union se positionne en faveur du boycott des institutions académiques israéliennes, et ce en raison de la « complicité » de l'Etat « dans l'occupation » des territoires palestiniens¹⁰.

Aux Etats-Unis, a été fondé en 2009 l'« US Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel » (USACBI), réunissant des chercheuses et chercheurs favorables au «

⁵ Richard GARNER, « Lecturers vote to boycott Israeli academics », in *The Independent*, 13 mai 2007, voir <https://www.independent.co.uk/news/education/education-news/lecturers-vote-to-boycott-israeli-academics-451098.html>

⁶ « More pressure for Mid East peace », in *The Guardian*, 6 avril 2002, voir <https://www.theguardian.com/world/2002/apr/06/israel.guardianletters>

⁷ Monique CHEMILLIER-GENDREAU, « A propos d'un pseudo-boycott », in *Le Monde*, 7 février 2003, voir https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/02/07/a-propos-d-un-pseudo-boycott-par-monique-chemillier-gendreau_308397_1819218.html

⁸ Voir leur site : <https://aurdip.org/>

⁹ Tamara TRAUBMAN *et al.*, « Haifa University President Calls on Dissident Academic to Resign », in *Haaretz*, 26 avril 2005, voir <https://www.haaretz.com/2005-04-26/ty-article/haifa-university-president-calls-on-dissident-academic-to-resign/0000017f-e766-df5f-a17f-ffea0050000>

¹⁰ Richard GARNER, « Lecturers vote to boycott Israeli academics », *art. cit.* n. 5.

mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) envers Israël »¹¹.

En 2010, c'est l'Université Ben Gourion qui fit l'objet d'un appel au boycott émanant de treize universités sud-africaines, du fait de sa complicité avec le système d'apartheid¹².

En 2013, l'« Association for Asian American Studies » et l'« American Studies Association » ont voté en faveur du boycott de plusieurs institutions de recherche israéliennes¹³.

En 2016, en Italie, émerge un appel ciblé au boycott, dû à la demande de 168 universitaires demandant la fin de la collaboration avec « Technion », l'Institut israélien de Technologie¹⁴.

Depuis la séquence ouverte le 7 octobre 2023, et l'engagement subséquent des étudiantes et étudiants du monde entier en faveur du soutien aux civils palestiniens, un nombre grandissant d'institutions universitaires se positionnent en faveur d'un boycott des institutions israéliennes.

Le 8 mai 2024, la direction du Trinity College de Dublin a ainsi déclaré qu'elle allait « [achever] son désinvestissement des investissements dans les entreprises israéliennes qui ont des activités dans le territoire palestinien occupé et qui figurent sur la liste noire des Nations unies »¹⁵.

Le 9 du même mois, le Conseil d'Administration de la Conférence des Recteurs et Rectrices des Universités Espagnoles a pris la décision de « réviser et, le cas échéant, suspendre [les accords avec les institutions n'ayant pas] exprimé un engagement ferme envers la paix et le respect du droit international humanitaire »¹⁶.

Le même jour, la Sacramento State University a annoncé la fin de ses investissements dans les industries qui « tirent profit de génocides, de nettoyages ethniques et d'activités qui violent les droits de l'homme fondamentaux »¹⁷.

¹¹ USACBI, « Boycott, Divestment, and Sanctions movement against Israel », notre trad., voir <https://usacbi.org/>

¹² « South Africa's Israel boycott », in *The Guardian*, 29 septembre 2010, voir <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/sep/29/south-africa-boycott-israel>

¹³ Valerie STRAUSS, « U.S. academic group votes to boycott Israeli universities », in *The Washington Post*, 16 décembre 2013, voir <https://www.washingtonpost.com/news/answer-sheet/wp/2013/12/16/u-s-academic-group-votes-to-boycott-israeli-universities/>

¹⁴ Itamar EICHNER, « Italian academics call for boycott of Israeli universities », in *Ynetnews.com*, 29 janvier 2016, voir <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4759523,00.html>

¹⁵ Rory CAROLL, « Trinity College Dublin agrees to divest from Israeli firms after student protest », in *The Guardian*, 8 mai 2024, notre trad., voir <https://www.theguardian.com/world/article/2024/may/08/trinity-college-dublin-agrees-to-divest-from-israeli-firms-after-student-protest>

¹⁶ BELGAPRESS, « Conflit israélo-palestinien - Quelque 4.000 manifestants à Madrid en soutien aux Palestiniens », in *La Libre*, 11 mai 2024, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/2024/05/11/conflit-israelo-palestinien-quelque-4000-manifestants-a-madrid-en-soutien-aux-palestiniens-6H2XS3LYINBRJOUR4SI23K3FZA/>

¹⁷ « Sacramento State becomes CA's 1st university to divest from companies doing business with Israel », in ABC7News, 9 mai 2024, notre trad., voir <https://abc7news.com/post/sacramento-state-becomes-cas-1st-university-to-align-with-pro-palestinian-protesters-demands/14788870/>

2. L'UNIVERSITE DE LIEGE, LES UNIVERSITES ISRAELIENNES

Les universités israéliennes sont complices du scolasticide en cours, désormais à son étape la plus destructrice. Elles mobilisent leurs instituts, leurs ressources et leurs cours pour produire de la hasbara, de la propagande d'État, afin de défendre Israël contre les critiques internationales. Elles élaborent toute une expertise juridique pour qu'Israël n'ait pas à répondre de ses crimes de guerre. Ils forment des soldats et développent des armes pour l'armée israélienne. Elles accordent des avantages spéciaux, des bourses et même des crédits de cours aux soldats de réserve de retour de la bande de Gaza. Chaque jour, les universités israéliennes rendent ce génocide possible. Les universités israéliennes soutiennent activement le colonialisme et l'apartheid israéliens, et perpétuent leur propre complicité dans la violation permanente des droits des Palestiniens, tels qu'ils sont reconnus par le droit international. C'est sur la base de cette collaboration avec l'État israélien que la société civile palestinienne, notamment la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités, a appelé la communauté internationale à mettre en œuvre le boycott universitaire
Maya WIND, avril 2024¹⁸

Suite à notre requête, durant la réunion d'échange du 10 mai 2024, relative à l'explicitation des liens entre l'Université de Liège et sa collaboration avec des institutions israéliennes, et l'annonce explicite de la part du Rectorat de la dénégaration de pareils liens, que ce soit relativement à des situations passées ou actuelles, nous avons décidé de mener des recherches afin de juger de la véracité de ces dires.

Nos recherches ont permis de mettre au jour une coopération entre l'Université de Liège avec l'Université Hébraïque de Jérusalem, qui est impliquée dans la violation des engagements internationaux relatifs au territoire palestinien, et ce au travers du projet COPAC (« *Coherent Optical Parallel Computing* »), financé à hauteur d'un demi million d'euros. Selon ses promoteurs, ce dernier est un projet de haute technologie informatique et industrielle, visant notamment à la mise en place d'un traitement automatisé de l'information¹⁹. Il est à noter qu'Elbit Systems, une des principales entreprises d'armement israélienne, est également impliquée dans le projet. Le lien entre le complexe militaro-industriel, l'armée israélienne et la menée d'actions contraires au droit international permet d'avancer une implication potentielle dans les actions en cours en territoires palestiniens occupés.

L'Université est également impliquée dans un projet d'imagerie médicale en neurosciences, « *Entrepreneur Mind* », en partenariat avec l'Université Hébraïque de Jérusalem²⁰.

En plus des liens entre l'Université de Liège et les universités israéliennes, nous nous

¹⁸ Maya WIND, « Les universités israéliennes sont un élément clé du régime d'apartheid », in *Contretemps*, 2 avril 2024, voir <https://www.contretemps.eu/universites-israeliennes-element-cle-dapartheid/>

¹⁹ EUROPEAN COMMISSION, « Coherent Optical Parallel Computing », 25 août 2022, voir <https://cordis.europa.eu/project/id/766563>

²⁰ ULIEGE, « Entrepreneur Mind », juin 2023, voir https://www.entrepreneurmind.uliege.be/cms/c_6776220/fr/entremind-projet?id=c_6776220

sommes penchés de manière plus générale sur les liens entre ces dites universités et le complexe militaro-industriel israélien.

Nous avons pour ce faire recensé les neuf principales universités israéliennes, et nous allons dans la suite démontrer l'implication de chacune d'entre elles dans l'apartheid, la colonisation et dans les crimes de guerre commis par l'armée israélienne.

Nous tenons à préciser que notre travail ne prétend pas à l'exhaustivité, notamment en considération de toutes les preuves présentes dans les diverses sources citées dans ce document.

Cependant, le travail d'Uri Yacobi Keller, par exemple, intitulé *The Complicity of Israeli Academic Institutions in Occupation of Palestinian Territories*, publié en 2009 – qui sera envoyé au Rectorat par courriel – recense l'ensemble des liens des milieux académiques israéliens avec l'apartheid, la colonisation, ainsi que les liens des institutions de connaissance avec le complexe militaro-industriel et l'armée. La profondeur de ce travail permet de montrer que ce ne sont pas les seules institutions académiques qui sont parties prenantes, mais également différents instituts, centres de recherche, *think tanks*, et autres institutions de savoir israéliennes.

2.A. L'UNIVERSITE HEBRAÏQUE DE TEL-AVIV

Tout d'abord, il convient d'insister qu'une partie du campus de l'Université hébraïque de Tel-Aviv est sise sur des territoires palestiniens reconnus comme souverains par les Nations Unies – à savoir Jérusalem-Est²¹.

Cette institution collabore également avec le Shin Bet, les services de renseignement intérieur israélien dépendants du Ministère de l'Intérieur²². L'Université est en effet un haut lieu de recrutement pour le service de renseignement. Le Shin Bet est reconnu coupable de tortures à l'encontre de détenus de droits communs palestiniens, et bénéficie de l'impunité totale du système judiciaire israélien à son encontre.

En réaction à la politique inique du gouvernement israélien, qui autorise l'usage systématique de la torture et couvre les mauvais traitements envers les détenu.e.s lors des interrogatoires de renseignement, l'organisation non gouvernementale « Le Comité public contre la torture en Israël » s'est mis en place en 1990²³. Ce dernier a fait paraître un rapport détaillant les rouages du système judiciaire et militaire permettant l'utilisation continue et indiscriminée de la torture par le Shin Bet²⁴.

²¹ Maya WIND, *Towers of ivory and steel : How Israeli universities deny Palestinian freedom*, 2023, Londres, Verso Books.

²² Ilana HAMMERMAN, « What I Saw at a Shin Bet Lecture at Jerusalem's Hebrew University », in *Haaretz*, 3 avril 2018, voir <https://www.haaretz.com/opinion/2018-04-03/ty-article-opinion/.premium/what-i-saw-at-a-shin-bet-lecture-at-hebrew-university/0000017f-db1a-db22-a17f-ffbbedbb0000>

²³ Voir <https://stoptorture.org.il/>

²⁴ Yonah JEREMY BOB, « NGO explains why it filed ICC war crimes complaint against Shin Bet », in *The Jerusalem Post*, 21 juin 2022, voir <https://www.jpost.com/israel-news/article-709996>

En plus de cela, l'Université accueille une base militaire de Tsahal, l'armée israélienne, au sein de son campus²⁵.

L'Université permet de surcroît aux forces de sécurité israéliennes de pratiquer une surveillance de masse et indiscriminée envers la population palestinienne du quartier de Jérusalem-Est nommé « Issawiya »²⁶. Cette surveillance a pour conséquence la facilitation de harcèlements et intimidations de la police israélienne sur les habitant.e.s palestinien.ne.s vivant dans ce quartier.

Tout comme les autres universités israéliennes, l'Université hébraïque de Jérusalem a un programme dédié aux forces armées, à savoir le programme Talpiot. Ce programme consiste en un cursus supérieur à trois ans permettant aux étudiants/soldats d'obtenir un diplôme tout en poursuivant une formation dans l'ensemble des branches de Tsahal²⁷. Le programme a pour motif spécifique de former l'élite de l'armée israélienne dans le domaine technologique.

Une annonce de soutien et d'assistance aux efforts de guerre d'Israël a été faite le 17 octobre 2023 par l'Université²⁸. Le même jour, l'hôpital al-Ahly a été détruit par l'armée israélienne, causant plusieurs centaines de morts civiles.

2.B. L'UNIVERSITÉ D'ARIEL

L'Université d'Ariel est quant à elle sise dans la colonie d'Ariel, en Cisjordanie occupée²⁹.

2.C. LE TECHNION – INSTITUT DE TECHNOLOGIE D'ISRAËL

Le Technion est une université publique sise à Haïfa. Cet établissement est spécialisé, comme son nom l'indique, dans la technologie. Cette université produit de la recherche pour le compte de l'armée israélienne, notamment par une collaboration étroite avec Elbit Systems, une des principales entreprises appartenant au complexe militaro-industriel israélien³⁰.

L'Université a développé pour ce faire un appareil de contrôle à distance des bulldozers

²⁵ Yaniv KUBOVICH, « Hebrew University to Host Israeli Army Base on Campus », in *Haaretz*, 14 avril 2019, voir <https://www.haaretz.com/israel-news/2019-04-14/ty-article/premium/hebrew-university-to-host-israeli-army-base-on-campus/0000017f-dbe6-d856-a37f-ffe6bf330000>

²⁶ ACADEMIA FOR EQUALITY, « In solidarity with the residents of Issawiyah », 25 mai 2021, voir <https://en.academia4equality.com/post/in-solidarity-with-the-residents-of-issawiyah>

²⁷ Christopher RHOADS, « How an Elite Military School Feeds Israel's Tech Industry », in *The Wall Street Journal*, 6 juillet 2007, voir <https://www.wsj.com/articles/SB118368825920758806>

²⁸ THE HEBREW UNIVERSITY OF JERUSALEM, « Support & Assistance during Operation Iron Swords », 17 octobre 2023, voir <https://en.huji.ac.il/news/support-assistance-during-operation-iron-swords>

²⁹ Itamar FLEISHMAN, « It's official: Ariel University recognized », in *YnetNews.com*, 25 décembre 2012, voir <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4324398,00.html>

³⁰ BDS, « Elbit Systems and the Israel Institute of Technology (Technion) to Establish New Vision Systems Research Centre », 15 juin 2008, voir https://www.bdsfrance.org/wp-content/uploads/2009/12/anl_868046.pdf

de l'armée israélienne, nommé « D9 », ces derniers servant à la colonisation des territoires palestiniens et notamment à la destruction de maisons dans les territoires occupés³¹. Le porte parole de l'Université, relativement à ce programme, a déclaré : « Ce développement innovant permettra aux bulldozers d'être contrôlés à distance sous le feu d'un pilote restant hors de portée. Actuellement, les conducteurs de bulldozers courent de grands risques lorsqu'ils démolissent des bâtiments où se cachent des terroristes ou lorsqu'ils tentent d'ouvrir des routes »³². L'armée israélienne a démoli l'équivalent de 25 000 logements palestiniens depuis 1967, selon le Israeli Committee Against Home Demolition³³.

Le Technion a fabriqué des armes dans le but affirmé de faire pression sur les populations récalcitrantes à la colonisation, comme le système d'armement acoustique non légal prénommé « The Scream », qui produit des ondes sonores insupportables pour l'appareil auditif humain dans un rayon de 100 mètres. Cette technologie de contrôle des populations est principalement utilisée à des fins de répressions de manifestations pacifiques dans les territoires palestiniens occupés³⁴.

Uri Yacobi Keller, chercheur à l'Université Humboldt de Berlin, a recensé des preuves de collaboration entre cette université et Tsahal, dans son rapport « *The Economy of the Occupation. A Socioeconomic Bulletin* »³⁵.

2.D. L'UNIVERSITE DE TEL-AVIV

L'Université de Tel-Aviv entretient des liens avec l'industrie d'armement israélienne Elbit Systems. Cette dernière produit entre autres des canons d'artillerie qui ont déjà servi au Sud-Liban³⁶. Elle produit également du matériel de surveillance utilisé le long de la « clôture de sécurité », à la frontière mouvante entre Israël et la Cisjordanie³⁷. Elbit Systems a également été

³¹ Nicolas ROBERT, « A l'est de Jérusalem, la colonisation au bulldozer », in *Le Monde*, 3 juin 2016, voir https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/06/03/a-l-est-de-jerusalem-la-colonisation-au-bulldozer_4933170_3218.html

³² Amos LEVAV, « "Remote Control" In the Service of the IDF Technion Experts Develop Remote Control For Driverless D-9 Bulldozer and Hummer Jeep », 21 octobre 2003, voir https://web.archive.org/web/20031205022309/http://pard.technion.ac.il/archives/presseng/Html/PR_d-9Eng_20_10.Html

³³ Voir <https://icahd.org>

³⁴ Shimrit LEE, « Top Israeli university marketing country's arms industry to the world », in *+972Magazine*, 9 mars 2017, voir <https://www.972mag.com/top-israeli-university-marketing-countys-arms-industry-to-the-world/>

³⁵ Uri YACOBI KELLER, « The Economy of the Occupation. A Socioeconomic Bulletin », in *The Alternative Information Center*, n°23-24, 2009, disponible sur <https://bdsmovement.net/files/2011/02/EOO23-24-Web.pdf>

³⁶ Voir le descriptif du site d'Elbit Systems : <https://elbitsystems.com/product/artillery-systems/>

³⁷ BESA CENTER, « ויסגלס דב ד"עו -מעוזה להתנתקות שנים עשר », 25 juillet 2018, voir <https://www.youtube.com/watch?v=Q5StiJsIP7Y>

la cible de boycotts en raison de sa production de phosphore blanc³⁸ qui a été utilisé dans les massacres perpétrés à Gaza – rappelons que cette arme « sale » est interdite par les conventions internationales³⁹.

Son lien avec l'université de Tel-Aviv consiste en l'organisation d'une quinzaine d'événements, depuis 2018, auxquels sont invités les étudiant.e.s, événements relayés officiellement par l'Université elle-même.

On peut également mentionner un autre partenariat de cette entreprise avec l'Université de Tel Aviv, à savoir le projet Innobit⁴⁰. En effet, Elbit Systems a lancé un cursus d'ingénierie, qui permet d'obtenir des crédits universitaires pour les étudiant.e.s de l'Université. Ces événements et ce partenariat permettent à Elbit Systems de trouver de nouveaux employés et de financer des programmes de recherches, ainsi que des innovations technologiques à visée militaire.

Un autre projet militaire dans lequel l'Université est directement impliquée avec Elbit Systems est le domaine des drones autonomes⁴¹ : Elbit Systems, en 2020, produisait 85% des drones de l'armée israélienne⁴².

Le 5 Janvier 2022 est créé un centre commun issu de la coopération entre l'armée de l'air et l'université de Tel Aviv « [dans le cadre d'une] recherche multidisciplinaire visant au progrès de la connaissance théorique et pratique dans le domaine de la politique stratégique aérospatiale, la promotion de liens fructueux entre l'industrie, les associations et organisations, les organismes gouvernementaux, les forces de sécurité et l'Université, pour le développement de l'enseignement, et la formation d'une réserve de chercheurs dans ce domaine important »⁴³. Le général de division Amikam Norkin indique explicitement que le développement de l'armée de l'air répond aux « défis de sécurité » imposé par le voisinage « moyen oriental »⁴⁴.

Asa Kasher, professeur de philosophie de l'Université de Tel Aviv, est à l'origine du socle « éthique » philosophique sur lequel repose la « doctrine Dahiya », promue par l'armée et l'Institut d'études de sécurité nationale rattaché à l'université de Tel Aviv. Cette doctrine militaire permet de justifier et dédouaner les actions militaires opérées contre les civils par les combattants israéliens. Elle fait reposer la responsabilité des morts sur les politiques qu'ils décrètent comme ennemis. Ce code a véritablement été mis en place dès 2008, période

³⁸ Emmanuel RIONDE, « Axa se désinvestit d'une entreprise d'armement israélienne, cible d'une campagne de boycott », 14 mai 2019, voir <https://multinationales.org/fr/actualites/axa-se-desinvestit-d-une-entreprise-d-armement-israelienne-cible-d-une-campagne>

³⁹ AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE, « Israël et territoires palestiniens occupés. Il est « clair et indéniable » qu'Israël a utilisé du phosphore blanc contre les civils de Gaza », 19 janvier 2009, voir <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/israel-territoires-palestiniens-occupes-clair-indeniable-israel>

⁴⁰ « להנדסה לפקולטה הבאים ברוכים » voir <https://engineering.tau.ac.il/Engineering-Faculty-Home>

⁴¹ « להנדסה לפקולטה הבאים ברוכים », voir <https://engineering.tau.ac.il/Engineering-Faculty-Home>

⁴² CJPME, « Information supplémentaire : Elbit et Canada », voir https://fr-cjpme.nationbuilder.com/stop_elbit_drone_about

⁴³ UNIVERSITE DE TEL-AVIV, « L'Université de Tel-Aviv et l'Armée de l'Air créent le premier Centre d'études stratégiques aérospatiales israélien », 5 janvier 2022, voir <https://www.ami-universite-telaviv.com/index.php/actualite-l-universite/1598-l-universite-de-tel-aviv-et-l-armee-de-l-air-créent-le-premier-centre-d-études-stratégiques-aérospatiales-israélien>

⁴⁴ *Id.*

correspondant à une intensification des actions menées par Tsahal contre Gaza et qui durent jusqu'à aujourd'hui⁴⁵.

Plusieurs programmes de partenariats sont mis en place, notamment le programme Arazim qui consiste en la formation et l'intégration des étudiant.e.s en technologie et mathématiques, dans les domaines du renseignement et de la cyberdéfense de l'armée. Un autre programme est entré en vigueur peu avant le 7 octobre, à savoir le programme Erez. Il consiste en la formation d'officiers de Tsahal dans le domaine des sciences sociales, en réponse à un appel d'offres de la Défense s'élevant à deux millions d'euros. Les étudiant.e.s ont ainsi accès à des cours en sciences politiques, en études islamiques ou encore en géopolitique du Moyen-Orient⁴⁶.

Depuis le 7 octobre, plusieurs universités israéliennes ont par ailleurs mis en place des fonds d'urgence destinés aux étudiant.e.s appelé.e.s pour le service militaire, qu'il s'agisse de ceux en réserve ou ceux présents sur le front⁴⁷.

2.E. L'UNIVERSITE BAR-ILAN

L'Université Bar-Ilan a pendant longtemps eu un campus dans la colonie illégale d'Ariel en Cisjordanie⁴⁸, et ce avant que l'université d'Ariel ne soit créée sur le même campus. Bar-Ilan est toujours le sponsor académique de l'université d'Ariel, construite dans des colonies illégales⁴⁹. Elle est également sponsor du Zefat Academic College qui a des programmes spéciaux pour les membres des services de sécurité israéliens connus pour leur violation des droits de l'Homme⁵⁰.

L'Université Bar-Ilan compte également plusieurs cours et programmes exclusivement réservés aux hauts officiers militaires⁵¹. L'Université propose des offres spéciales d'assistance aux étudiant.e.s qui ont participé à l'attaque militaire de 2008 sur la bande de Gaza⁵². Par ailleurs, les chercheurs en informatique de Bar-Ilan développent des algorithmes de véhicules sans pilote, à destination militaire⁵³.

⁴⁵ Muhammad ALI KHALIDI, « The Myth of “the Most Moral Army in the World” », in *Interactive Encyclopedia of the Palestine Question*, voir <https://www.palquest.org/en/highlight/25341/israeli-military>

⁴⁶ AURDIP, « “Ça va transformer le campus en base militaire” : l'Université de Tel Aviv doit accueillir un programme pour les soldats », 6 octobre 2023, voir <https://aurdip.org/ca-va-transformer-le-campus-en-base-militaire-luniversite-de-tel-aviv-doit-accueillir-un-programme-pour-les-soldats/>

⁴⁷ Gavriel FISKE, « Israeli universities step up to support students in reserves, war effort », in *The Times of Israel*, 7 novembre 2023, voir <https://www.timesofisrael.com/israeli-universities-step-up-to-support-students-in-reserves-war-effort/>

⁴⁸ UNIVERSITE D'ARIEL, « A New Spirit in Higher Education », voir <https://hul.ariel.ac.il/en/about-ariel-university/index.html>

⁴⁹ POICA, « Monitoring Israeli Colonization activities in the West Bank and Gaza », 1 septembre 2003, voir <http://poica.org/2003/09/monitoring-israeli-colonization-activities-in-the-west-bank-and-gaza/>

⁵⁰ USACBI, « Boycott, Divestment, and Sanctions movement against Israel », notre trad., voir <https://usacbi.org/>

⁵¹ *Id.*

⁵² Uri YACOBI KELLER, « The Economy of the Occupation... », *op. cit.* n. 35.

⁵³ Judy SIEGEL-ITZKOVICH, « Bar-Ilan researchers develop mini-robots to bolster IDF patrols », in *The Jerusalem Post*, 5 juin 2008, voir <https://www.jpost.com/Health-and-Sci-Tech/Science-And-Environment/Bar-Ilan-researchers-develop-mini-robots-to-bolster-IDF-patrols>

L'Université Bar-Ilan héberge également le BESA (Centre d'études stratégiques Bégin-Sadate) qui mène des recherches politiques sur les affaires stratégiques du Moyen-Orient et sur les relations internationales, en particulier sur des questions de sécurité nationale et de politique étrangère⁵⁴. Ces recherches aboutissent à des travaux sur les territoires palestiniens et sur la répression des populations palestiniennes au moyen de méthodes de renseignement intrusives de cybersurveillance et font usage d'activités d'espionnage⁵⁵.

2.F. L'UNIVERSITÉ BEN-GOURION DU NÉGUEV

Il semble important de mentionner en préambule que cette université porte le nom de l'architecte de la « *Nakba* » (« catastrophe » en arabe), dit aussi Plan Dalet, et correspondant aux événements de 1948.

Le campus nord de l'Université s'est étendu en 2018, afin d'accueillir le transfert des unités technologiques de Tsahal. À l'époque, le général (de réserve) Itzik Cohen, chef de l'équipe du Ministère israélien de la Défense supervisant cette décision, a déclaré : « Notre coopération avec BGU entraînera une augmentation des admissions, que l'armée encourage afin de garantir un personnel de haute qualité ». Il avait poursuivi : « Cela renforcera également l'écosystème de sensibilisation communautaire entre les universités et les établissements de défense qui existe dans la région du Néguev »⁵⁶.

Le Campus Nord de l'Université Ben Gourion est « intimement liée à [la] relation croissante [de l'Université Ben Gourion] avec les bases technologiques et de renseignement de [Tsahal] qui se développent à Beer-Sheva et dans ses environs »⁵⁷. De plus, l'objectif d'Itzik Cohen vis-à-vis de cette extension est la mise en place d'infrastructures destinées à permettre à des dizaines de milliers de soldats de Tsahal de servir à Negev dans l'avenir⁵⁸.

L'Institut de Sécurité Intérieure de l'Université Ben Gourion répertorie dans ses collaborations le Ministère de la Défense israélien, ainsi que les trois plus grandes entreprises d'armement israéliennes (Elbit Systems, Israel Aerospace Industries et Rafael Advanced Defense

⁵⁴ UNIVERSITÉ BAR-ILAN, *President's report 2023*, voir <https://www.digipage.co.il/projects/2023/biu/president/>

⁵⁵ *Id.*

⁵⁶ « Israel allocates \$15 million to Ben-Gurion University for IDF move to Negev », in *JewishWebsight*, 16 octobre 2018, voir <https://jewishwebsite.com/featured/israel-allocates-15-million-to-ben-gurion-university-for-idf-move-to-negev/34679/>

⁵⁷ UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « BGU, Defense Ministry Consecrate IDF Technology Campus », 27 juin 2019, voir <https://in.bgu.ac.il/en/pages/news/1.aspx>

⁵⁸ « Israel allocates \$15 million to Ben-Gurion University for IDF move to Negev », in *JewishWebsight*, 16 octobre 2018, voir <https://jewishwebsite.com/featured/israel-allocates-15-million-to-ben-gurion-university-for-idf-move-to-negev/34679/>

Systems)⁵⁹. Ces entreprises qualifient le campus de « nouveau campus technologique de l'armée israélienne »⁶⁰.

La société BGN Technologies (« société de transfert de technologie de l'Université Ben Gourion ») collabore avec Rafael, une entreprise d'armement israélienne majeure, dont la technologie contribue à la production de drones, robots, appareils de communications et de renseignement de Tsahal. Leur collaboration implique la recherche en cybersécurité, en robotique⁶¹ et en Intelligence Artificielle (IA)⁶².

Tsahal a aussi inauguré une école d'ingénierie logiciel en cybersécurité en collaboration avec l'Université Ben Gourion⁶³ et les entreprises de haute technologie de l'ATP (Advanced Technologies Park)⁶⁴.

Le Président de l'Université, Daniel Chamovitz, a déclaré à cette occasion :

I want to talk today about the people. First, I want to thank the IDF Chief of Staff. Lt.-Gen. Aviv Kochavi who enabled and encouraged this process and for being the chief of staff who signed off on the transfer of the Communications Branch and Intelligence Branch to the Negev. I salute the members of the Communications Branch, led by Col. Eran Niv, who turned the dream into reality. They did so because they understood that this was a fulfillment of the will of the first prime minister of Israel David Ben-Gurion and because they see the connection between the technology units and Ben-Gurion University alongside industry in our Advanced Technologies Park as an ecosystem where everyone profits for the glory of the State of Israel. The soldiers and officers understanding of the significance of their transition testifies that they are indeed walking the path laid out by David Ben-Gurion⁶⁵

L'Université Ben Gourion se vante d'être « à la tête de la sécurité d'Israël », en déclarant « nous pouvons mobiliser toute la force de l'expertise de notre université pour maintenir l'avantage défensif d'Israël »⁶⁶.

⁵⁹ DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DE L'UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « Collaborations », voir https://in.bgu.ac.il/en/hsi/Pages/international_collaborations.aspx

⁶⁰ « IMOD, BGU Inaugurate First Building of IDF's New Technology Campus », in *Israel Defense*, 27 juin 2019, voir <https://www.israeldefense.co.il/en/node/39140> ; AMERICANS FOR BGU, « First IDF Technology Campus Building Opens », 28 juin 2019, voir <https://americansforbgu.org/first-idf-technology-campus-building-opens/>

⁶¹ Judah ARI GROSS, « Rafael seeks to outfit IDF with drones, robots that spot threats by themselves », in *The Times of Israel*, 27 décembre 2020, voir <https://www.timesofisrael.com/rafael-seeks-to-outfit-idf-with-drones-robots-that-spot-threats-by-themselves/>

⁶² Shoshanna SOLOMON, « Ben Gurion researchers, Israel defense firm Rafael join forces on cyber, AI », in *The Times of Israel*, 29 janvier 2019, voir <https://www.timesofisrael.com/ben-gurion-researchers-israel-defense-firm-rafael-join-forces-on-cyber-ai/>

⁶³ UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « IDF inaugurates the School for Software and Cyber Security », 31 août 2022, voir <https://in.bgu.ac.il/en/Pages/news/IDF-ATP.aspx>

⁶⁴ Voir Gav-Yam Negev advanced technologies park : <https://www.gavyam-negev.co.il/en/>

⁶⁵ UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « IDF inaugurates the School for Software and Cyber Security », 31 août 2022, voir <https://in.bgu.ac.il/en/Pages/news/IDF-ATP.aspx>

⁶⁶ UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « Spearheading Israel's Security », notre trad., voir https://in.bgu.ac.il/en/friends/Pages/Spearheading_Israel_Security.aspx

Des programmes de bourses sont également mis en place pour les soldats ayant participé à l'offensive militaire dans la bande de Gaza. L'Université Ben Gourion octroie même des avantages aux partenaires légaux des réservistes⁶⁷. Cette université a également octroyé des bourses pour compenser les étudiant.e.s ayant servi durant l'opération « Bordure protectrice »⁶⁸.

2.G. L'INSTITUT WEIZMANN POUR LA SCIENCE

The Weizmann Institute of Science dispose d'un programme de master en sciences destiné spécifiquement aux soldats actifs de l'armée israélienne⁶⁹. Les publics cibles sont les soldats, réservistes, ou encore officiers en service obligatoire ou permanent dans Tsahal.

L'Institut propose également un programme d'année de transition destiné à préparer les élèves au service militaire⁷⁰. Ce programme de formation scientifique vise à préparer les participant.e.s à leur service militaire, ainsi qu'à familiariser les étudiant.e.s avec la nature et les exigences des différentes unités de Tsahal.

L'Institut affiche son soutien à l'offensive sur Gaza et aux étudiant.e.s et aux militaires y participant⁷¹. Le cas de cette Université nous prouve que même une université axée sur les matières scientifiques est directement liée à l'apartheid, à la colonisation et aux violations du droit international humanitaire actuellement en cours à Gaza.

2.H. L'OPEN UNIVERSITY D'ISRAEL

L'Open University d'Israel – qui s'avère être une université en ligne – collabore avec les autres universités israéliennes – notamment en termes de transfert de cursus – universités qui sont, comme nous avons pu le montrer, impliquées dans la politique de colonisation et de répression des populations palestiniennes⁷².

L'Open University offre des bourses favorisant les personnes qui font ou ont fait leur service national militaire obligatoire⁷³. Elle a signé la déclaration de soutien total à l'Etat israélien dans ses opérations depuis la fin de l'année passée, et s'inquiète de voir émaner de vives critiques à l'encontre des politiques de ce dernier⁷⁴.

⁶⁷ UNIVERSITÉ BEN GOURION DU NÉGUEV, « BGU to grant Rights to Legal Partners of those serving in Military Reserve Duty », 1 janvier 2012, voir https://in.bgu.ac.il/en/Pages/news/reserve_duty.aspx

⁶⁸ ASSOCIATION BELGO-PALESTINENNE, *Le boycott académique d'Israël. Contexte politique et fondements d'un appel issu de la société civile palestinienne*, 2015, disponible sur <https://www.association-belgo-palestinienne.be/wp-content/uploads/2015/11/Boycott-académique-v2-ABP.pdf>

⁶⁹ « ובקבע בחובה למשרתים התאמות », 23 juin 2016, voir <https://www.weizmann.ac.il/feinberg/admissions/msc-programs/>

⁷⁰ INSTITUT WEIZMANN POUR LA SCIENCE, « Gap year scientific training », 21 avril 2020, voir <https://davidson.weizmann.ac.il/en/programs/gap-year-scientific-training>

⁷¹ INSTITUT WEIZMANN POUR LA SCIENCE, « Update and adjustments for students following the 'Iron Swords' war », 5 décembre 2023, voir <https://www.weizmann.ac.il/feinberg/news/update-and-adjustments-students-following-iron-swords-war>

⁷² OPEN UNIVERSITY D'ISRAEL, « מעבר אפיקי », voir <https://www.openu.ac.il/transertrack/pages/default.aspx>

⁷³ OPEN UNIVERSITY D'ISRAEL, « מלגות » voir <https://www.openu.ac.il/registration/scholarships/pages/default.aspx>

⁷⁴ TECHNION, « Association of University Heads », 1^e novembre 2023, voir https://www.openu.ac.il/Lists/MediaServer_Documents/ToourColleagues-IsraeliUniPresidents01112023.pdf

3. LES DIFFERENTS DOMAINES DE PARTENARIAT

Après avoir démontré les liens des universités israéliennes avec l'apartheid et la colonisation, nous voulons démontrer également que bien des domaines académiques, pensés *a priori* comme distant de la politique israélienne, sont directement liés à la violation des Droits de l'Homme. Cet argumentaire permet de montrer la validité et la légitimité de la revendication de boycott total, ne se limitant donc au seul domaine de l'armement, de la cybersécurité, etc.

3.A. LE DOMAINE MEDICAL

Dans son livre *Over Their Dead Bodies*, la sociologue israélienne Meira Weiss a révélé qu'entre 1996 et 2002, des organes ont été prélevés sur des Palestiniens décédés, ont été utilisés pour la recherche médicale dans des universités israéliennes, et ce notamment afin d'être transplantés dans le corps de patients israéliens⁷⁵.

Une organisation non-gouvernementale, nommée « Euro-Med Human Rights Monitor », a récemment demandé la création d'un comité d'investigation international indépendant, suspectant des pratiques similaires à Gaza après qu'Israël ait déterré et confisqué des cadavres palestiniens à proximité de l'Hôpital al-Shifa⁷⁶, mais aussi dans les environs du soi-disant « couloir de sécurité ». Il faut ici rappeler que la confiscation de corps de personnes décédées est en soi une violation de l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève⁷⁷.

3.B. LA GESTION DES EAUX

L'eau du plateau du Golan représente près de 20% de l'eau consommée en Israël. Par ailleurs, dès 1955, entre un quart et un tiers de l'eau provenait de la nappe du sud-ouest de la Cisjordanie. Aujourd'hui, les nappes de Cisjordanie fournissent 475 millions de m³ d'eau à Israël, soit 25 à 30% de l'eau consommée à l'intérieur du pays (représentant 50% de son eau potable)⁷⁸.

Un article du journal *Les clés du Moyen-Orient* reprend en détail, relativement aux enjeux géographique, historique et politique, toute la problématique des ressources minérales et ses liens avec la colonisation et les territoires occupés. Cet article souligne en outre que quinze ans après l'accord d'Oslo II (1995), stipulant la reconnaissance des droits sur l'eau des palestiniens, cette

⁷⁵ Meira WEISS, *The Chosen Body : The Politics of the Body in Israeli Society*, Berkeley, Stanford University Press, 2002.

⁷⁶ EURO-MED HUMAN RIGHTS MONITOR, « Int'l Committee Must Investigate Israel's Holding of Dead Bodies in Gaza », in *Euro-Med Human Rights Monitor*, 26 mars 2023, voir <https://euromedmonitor.org/en/article/6284/Gaza:-Intl.-committee-must-be-formed-to-investigate-mass-graves;-victims-must-be-examined-and-identified>

⁷⁷ ICRC, Conventions de Genève et Protocoles additionnels, art. 33, disponible sur <https://www.icrc.org/fr/guerre-et-droit/traites-et-droit-coutumier/conventions-de-geneve>

⁷⁸ Hervé AMIOT, « Eau et conflits dans le bassin du Jourdain », in *Les Clés du Moyen-Orient*, 12 décembre 2013, voir <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Eau-et-conflits- dans-le-bassin-du-Jourdain.html>

reconnaissance n'a toujours pas été mise en œuvre par Israël.

De nombreux programmes hydrologiques académiques s'inscrivent dans le plan de gestion de l'eau centralisé israélien, qui s'avère être un enjeu géopolitique crucial, ce qui ne peut être fait en dehors de visées coloniales.

3.C. DEMOGRAPHIE ET URBANISME

Nous allons partir de ce que nous avons explicité ci-haut relativement à l'Université de Haïfa. Dans son ouvrage *Tour d'Ivoire et d'Acier*, la chercheuse au Département d'anthropologie de l'Université de Colombie-Britannique Maya Wind, montre que cette université « a été conçue pour faire avancer le projet démographique régional d'Israël » sur les terres d'al-Khureiba. Ses « départements d'urbanisme et de géographie ont apporté leur expertise pour concevoir, évaluer et améliorer les politiques de « judaïsation » »⁷⁹.

La production scientifique de sa faculté a de plus pu être mise au service du Ministère de la défense pour construire « des justifications scientifiques pour l'expulsion, le confinement et l'exclusion des citoyens palestiniens, en parallèle d'investissements exclusifs et accrus dans les colonies juives de Galilée »⁸⁰.

Force est donc de constater, à l'appui des travaux suscités, une collaboration étroite des institutions de connaissance non seulement avec l'armée israélienne mais plus généralement avec l'État israélien dans le cadre de la légitimation de l'apartheid et de la colonisation.

3.D. HISTOIRE

A l'exception de quelques professeurs ayant réalisé un travail critique de l'histoire « officielle » d'Israël, qui fait l'objet d'enseignements à l'intérieur du pays, toutes les universités appliquent la « *State Education Law* », adoptée en 1953, ignorant par là le travail des historiens palestiniens et des « nouveaux historiens » israéliens, qui ont notamment démontré que l'expulsion des Palestiniens de leurs territoires a débuté avant le premier conflit israélo-arabe.

Ce faisant, l'enseignement de l'histoire et la recherche historique en Israël s'apparentent à un appareil de légitimation nationale dans lequel « la place de l'État se révèle un obstacle à l'historiographie critique »⁸¹. Il est fort peu probable par exemple qu'une impulsion d'historiographie critique puisse provenir de l'Université de Tel Aviv, partiellement sise sur le village palestinien de Sheikh Muwanis, qui fut évacué de force et détruit par des milices israéliennes deux mois avant le déclenchement du premier conflit israélo-arabe de 1948,

⁷⁹ Maya WIND, *Towers of Ivory and Steel...*, *op. cit.*, p. 71-72, notre traduction.

⁸⁰ *Id.*, p. 74.

⁸¹ Philippe BOURMAUD, « Une approche des champs de production historique israélien et palestinien », in *Labyrinthe*, n°13, p. 111-127, 2002, disponible sur <http://bit.ly/1RsomvA>.

l'Université n'ayant par ailleurs jamais reconnu le fait en l'état⁸².

Disons également le péril d'une recherche libre et critique en Israël, quand l'on sait que l'historien Ilan Pappé, soutien des dissidents palestiniens, a été expulsé des universités israéliennes et a fait l'objet, à plusieurs reprises, d'intimidations⁸³.

3.E. ARCHEOLOGIE

Selon Tim Stroomer, de l'Université d'Utrecht, l'archéologie israélienne a connu une politisation au service d'un double narratif : d'abord une justification de l'histoire nationale ethnocentrique d'Israël au moyen de l'archéologie, mais également une justification par l'archéologie de l'idée que les Palestiniens n'ont pas droit à un Etat⁸⁴.

Cette liste ne prétend nullement à l'exhaustivité, d'autres domaines de recherche auraient pu donner lieu à une pareille analyse, pointant leur lien avec l'entreprise coloniale et la politique d'apartheid de l'État israélien.

Nous n'avons ciblé ici que certains domaines, en particulier ceux mentionnés par Monsieur le Vice-Recteur, afin de nous assurer que l'Université de Liège ne collaborerait jamais qu'avec des domaines de recherches débouchant sur des crimes de guerre, à une entreprise coloniale, ou collaborant à la politique d'apartheid d'Israël.

⁸² Esther ZANDBERG, « Opposition To The Demolition Of Beidas House, One Of The Last Remains Of Sheikh Muwanis In Tel-Aviv », in *Zochrot*, 2003, voir <http://www.zochrot.org/index.php?id=393>

⁸³ Ilan PAPPE, « Ne cédon pas sur l'intimidation d'Israël sur l'antisémitisme », in *Middle East Eye*, 5 mai 2016, voir <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/ne-cedons-pas-maintenant-lintimidation-disrael-sur-l-antisemitisme>

⁸⁴ Tim STROOMER, *Dust to Dust. Analysing the political use of archeology in Israël*, Mémoire de master non publié, Université d'Utrecht, 1^{er} décembre 2017, voir <https://studenttheses.uu.nl/handle/%2020.500.12932/28553>. Voir également les travaux de Maya Wind sur ce sujet.

4. CONCLUSION

*I clearly and explicitly condemn the deliberate destruction of educational establishments and the ongoing discrimination against students and colleagues, which constitute an attack on the right to education, a fundamental right guaranteed by international conventions on Children's Rights and Human Rights. In this context, **ULiège reiterates its commitment to suspend institutional collaborations with organizations, whatever their origin, which repeatedly support or are directly involved in violations of international law and human rights***

Anne-Sophie NYSSSEN, Rectrice de l'ULiège, 12 mars 2024

Eu égard aux diverses considérations susmentionnées, fruit d'un long et laborieux travail de recherche et d'analyse, il nous semble plus que pertinent de réaffirmer notre demande de considération de la remise en cause des partenariats énoncés de l'Université avec les institutions israéliennes, et d'une façon plus générale des liens avec les universités impliquées dans les politiques israéliennes. Si la coopération universitaire internationale semble *a priori* être un facteur de paix et de compréhension mutuelle entre les peuples, force est de constater que dans le cas présent, il n'en est rien, analyses et preuves à l'appui.

Tout au contraire, il nous semble que soutenir et collaborer sciemment avec des instituts de connaissance impliqués dans des complexes militaro-industriels d'Etats parties de politiques de colonisation, d'apartheid, qui font œuvre de violations répétées du droit international et des droits humains fondamentaux – et ce malgré les mises en garde répétées et insistantes, pour ne pas dire désespérées, de la communauté internationale –, est la meilleure façon, consciente ou non, de ne pas simplement détourner les yeux de la catastrophe en cours, mais, *de facto*, de s'en rendre complice.

Mais il n'est pas trop tard, tout du contraire, la force d'exemple et d'initiative de l'Institution universitaire, toute à sa mission de production de connaissances en vue d'un idéal humaniste, pourrait montrer qu'il est possible de poser des choix judicieux et éclairés, à l'heure où la vie de milliers – de millions ? – de civils est mise en péril, et de faire appel à notre commune humanité pour éviter que le pire se reproduise. Il y a urgence.

Ce que nous avançons ici n'est pas que le seul idéal d'une jeunesse vivant à l'heure des catastrophes climatiques, de la montée des extrêmes droites tout autour du globe, et témoin d'une époque caractérisée par des inégalités abyssales, mais un cri en faveur d'un monde commun, dans lequel chacune et chacun pourraient vivre en toute dignité, quelle que soit leur origine, leur langue ou religion.

Au vu de la déclaration mise en exergue dans cette partie du document, nous ne faisons que suivre le fil logique du raisonnement : au vu des considérations mentionnées, au vu du péril en présence, le moment ne nous semble plus être aux paroles mais bien aux engagements. Ne nous rendons pas complices, volontairement ou non, de l'horreur en cours. Cette horreur s'est déjà produite dans l'histoire. Par l'inaction de celles et ceux détenant des leviers d'action, cette

horreur pourrait se reproduire à nouveau, et nous devons nous demander si nous oserons nous regarder en face si nous restons impassibles quant à ce qui se passe sur l'autre rive de la Méditerranée.

Ce que nous avançons ici n'est pas le seul cri du cœur d'une jeunesse concernée, mais la prise en compte des différents statuts des institutions de justice internationale, qui ont clairement affirmé, dans leur ordonnance préliminaire, que des signes tangibles de la commission de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, et de menées génocidaires, sont actuellement à l'œuvre. L'Histoire se rappellera des agissements de chacune et chacun, et le temps de l'action est venu.